



# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



La Poste  
PIC de  
Lille

le 11 décembre 2023

## **NON À LA LOI DARMANIN ! FACE AU RACISME D'EN HAUT, NOTRE SOLIDARITÉ DE TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES**

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, n'a finalement pas été examinée à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation d'une astuce parlementaire la retirant de l'ordre du jour. Mais elle n'est pas enterrée pour autant. Car gouvernement, droite et extrême droite rivalisent de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité. Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

### **La scélératesse au sommet !**

Au fil des navettes entre le palais Bourbon et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci, remettant en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers et le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. De nombreux soignants et médecins ont dénoncé le scandale et annoncé qu'ils n'appliqueront pas une mesure contraire aux droits humains et à la santé publique ! Après le rejet de la loi par une motion préalable, le gouvernement s'entêtera-t-il jusqu'au bout pour faire adopter ses propositions les plus abjectes ? L'Assemblée nationale avait en tout cas validé les limitations prévues au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (qui ne représente que 2 % des titres de séjour accordés en France, soit 3280 en 2022). Les expulsions seraient encore facilitées. La plus grande scélératesse de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Procédé vraiment infâme de ce gouvernement, qui rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, pour tenter de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire pave la voie à l'extrême droite, et encourage ces groupuscules ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre la semaine dernière à Romans-sur-Isère.

Le gouvernement français n'est pas le seul à pratiquer cette démagogie xénophobe : au Royaume-Uni, le gouvernement veut encore réduire les possibilités d'immigrer légalement. Il a annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

### **Mais qui va construire les villes et garder les gosses ?**

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou sont à la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société. Un dispositif important de cette loi porte sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ». Mais ladite régularisation pourrait être soumise au pouvoir des préfets, qui pourraient s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion. Voilà ce que veulent le patronat et le gouvernement à son service.

Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégal ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza. Darmanin et sa loi se sont pris les pieds dans le tapis parlementaire. Pour envoyer toute sa politique raciste à la poubelle, travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous et manifestons partout en France contre la loi « Immigration » les 16 ou 18 décembre.

## On remballe !

La direction qui voulait changer les horaires de la brigade 14h-21h pour les faire basculer en 14h30-21h30, a finalement remballé son projet. C'est en s'organisant collectivement et en allant en délégation massive porter une pétition que nous avons pu nous faire entendre. La prochaine fois que la boîte voudra s'en prendre à nos conditions de travail, on sait comment faire pour lui répondre !

## Remettre les pendules à l'heure

En 1936, les ouvriers occupaient leurs usines et faisaient grève partout en France, pour réclamer, entre autres la semaine de 40h, payée 48h. Avec celle-ci nous gagnions enfin le droit de ne pas passer notre vie au travail et arrachions quelques heures de liberté au patronat, sans perte de salaire. Aujourd'hui, à l'inverse, on travaille plus et on gagne moins. Entre les heures supplémentaires et les temps de trajet, si on fait le calcul, nous sommes nombreux à dépasser les 35h et même les 40h par semaine. Pourquoi ne pas s'inspirer des travailleurs de 1936 et de leur grève générale, pour remettre à l'heure les pendules du temps de travail et des salaires ?

## Les techniciens du sous-effectif

Au S3c, la direction organise depuis des années le sous-recrutement. Nous sommes nombreux en intérim à devoir interrompre nos contrats tous les 18 mois. Et maintenant, ce sont les CDI intérimaires qui sont poussés vers la sortie après 36 mois. Drôle de CDI ! Une situation inacceptable qui, en plus de pourrir la vie des collègues, désorganise aussi le service. Vu la situation, il faudra imposer à la direction l'embauche en CDI La Poste de tous les intérimaires qui le souhaitent.

## 40 balles... et joyeux Noël !

40 euros, ce sera le montant du chèque cadeau cette année à la PIC. Le même que l'année dernière. Une somme qui ne sera certes pas de trop dans nos portefeuilles, mais ridicule vu les milliards que brasse le groupe La Poste. Nous sommes nombreux à avoir de la famille qui travaille dans des PME qui triplent ou quadruplent cette somme. D'autant que ce chèque, dont le montant est décidé par la direction locale, pourrait être facilement augmenté. Plutôt que de faire joujou avec des gadgets inutiles à plusieurs centaines de milliers d'euros comme les AGV, l'argent devrait aller dans nos poches de travailleurs.

## « On ne trouve pas »

A la PIC, c'est toujours la même rengaine « On aimerait bien embaucher, mais on ne trouve personne ». Pourtant, nous, on trouve ! Une dizaine de postiers en nuit et la même chose en matinée. Des candidatures à l'embauche refusées en après-midi. Des collègues, intérimaires ou CDD, qui souhaitent être embauchés, il y en a ! Et pas besoin d'aller les chercher bien loin, ils sont déjà dans l'usine.

## Organisation du travail : niveau CP

En décembre à la PIC, les colis à distribuer s'accumulent. Un besoin facile à prévoir, puisque Noël c'est tous les ans, et à la même date ! Pourtant, comme tous les ans à la même période, on manque de CP pour déplacer les colis. Niveau organisation du travail à la PIC, il y a du boulot !

## Logique patronale

Cela fait des semaines que la direction nous pousse à poser nos congés avant la fin de l'année. Il faudrait liquider la « dette sociale ». Résultat, la plupart des congés sont pris pendant la Peak période... Leur bazar comptable on en veut pas. Les congés, c'est quand nous le voulons ! Et tant pis pour les petits calculs de la direction.

## Les chronopost continuent de défier La Poste

Les travailleurs sans-papiers de Chronopost à Alfortville travaillent, certains depuis plusieurs années, à nos côtés. Mais ils sont embauchés, via des sous-traitants, par une filiale du groupe La Poste, qui refuse de reconnaître sa responsabilité d'employeur et de les régulariser. Une façon de maintenir ces collègues dans une situation de précarité qui permet de les exploiter à outrance.

À l'occasion des deux ans de leur lutte, les travailleurs de Chronopost se réunissent une nouvelle fois devant la préfecture de Créteil pour demander la régularisation. Une lutte essentielle dans un contexte où la Loi immigration du gouvernement voudrait nous diviser, en rendant la vie impossible à ceux qui fuient la guerre et la misère.

Entre 2019 et 2020, des collègues sans-papiers dans la même situation avaient réussi à imposer à La Poste des régularisations. Contre le patronat de combat, seule la lutte paye !

## Agression raciste contre un collègue

Un postier a été agressé à Roman-sur-Isère, sur le lieu de sa tournée. Il venait du quartier de la Monnaie, celui-là même où les fachos, instrumentalisant le meurtre du jeune Thomas, ont défilé pour vomir leur haine raciste quelques temps avant. Parce qu'il portait un prénom arabe, et qu'il ne ressemblait pas aux crânes rasés qui l'ont menacé, le collègue a été victime d'une agression. Six contre un, avec un couteau. En plus de porter des idées abjectes, ces nervis font preuve d'un courage plus que douteux. Si la victime s'en est sortie saine et sauve, ces violences sont vouées à se reproduire, encouragées par la propagande xénophobe du gouvernement. À nous de nous défendre, et de défendre nos frères et sœurs de classe contre le poison du racisme !

**LE MERCREDI 20 DECEMBRE PROCHAIN À**

**18h RÉUNION PUBLIQUE DU NPA À LILLE**

*Stop au massacre en Palestine! Stop au racisme venu d'en haut !*

*Solidarité avec les travailleurs.ses du monde entier !*

Toutes nos publications sur site : [nouveau-parti-anticapitaliste.fr](http://nouveau-parti-anticapitaliste.fr)  
tiktok: @npa.jeunes